



Mardi 21 mars 2017 :  
Manifestons pour la défense de  
l'Industrie, des Services Publics,  
des Emplois, des Salaires !

Pour reconstruire une industrie intégrant les impératifs de reconnaissance des qualifications, de la démocratie sociale et de la préservation de l'environnement, **il faut une recherche fondamentale forte et libre !**

Le redressement productif ne s'opèrera que par un investissement très important dans la formation et la qualification des salariés et dans la Recherche & Développement.

En France, la recherche publique s'est structurée autour d'organismes nationaux qui ont conféré à la communauté scientifique une grande liberté dans l'élaboration des programmes de recherche. Ils assurent aussi la cohérence nationale de la politique de recherche du pays.

**Il faut porter la part du PIB consacrée à la recherche à 3% et revoir les axes de financement.**

Croire qu'on va régler le problème du sous-investissement dans la recherche des entreprises par un dépouillement de la Recherche publique est un leurre.

**L'effort en termes de financements doit passer impérativement par un accroissement des financements pérennes des organismes publics de recherche.**

Par ailleurs, nous ne pouvons que constater et déplorer qu'actuellement les budgets investis dans la recherche, dans le secteur industriel, sont le plus souvent guidés par le profit commercial à court terme que par l'innovation débouchant sur l'instauration de filières industrielles, ô combien nécessaires à la ré-industrialisation de notre pays.

Le secteur public de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) est de plus en plus confronté à des budgets récurrents qui diminuent, à des restrictions notables d'effectifs et à la mise en place de financements de plus en plus orientés sur des projets de court-terme.

On nous envie toujours la qualité de nos ingénieurs et de nos chercheurs. Cependant, nombre d'entre eux sont aujourd'hui attirés par les carrières commerciales au détriment des filières scientifiques à cause de la précarité des emplois, des salaires faibles et des qualifications de moins en moins reconnues. **Le développement de l'emploi scientifique est un défi et doit figurer parmi les priorités nationales.**

Il faut en finir avec une précarité galopante dans nos organismes de recherche. Des mesures urgentes sont à prendre pour favoriser l'attractivité des carrières scientifiques.

Le sous financement de la recherche publique contraint les scientifiques à passer une grande partie de leur temps à chercher des financements pour travailler sur des thèmes finalisés.

Force est de constater que petit à petit, la recherche française perd sa capacité à faire progresser le front de connaissances sans lequel toute possibilité de réponse aux défis futurs et toute velléité d'innovation sont vouées à l'échec.

**Il faut donc une augmentation notable des financements récurrents des organismes publics de recherche et d'enseignement supérieur, réduire le rôle des guichets de financement sur projets.**

**Il faut un développement de l'emploi pérenne sur statut afin de réduire la précarité endémique dans les organismes de recherche.**

Il y a nécessité d'une irrigation des activités économiques par les travaux de la recherche sans que les établissements publics de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ne soient asservis aux intérêts du capital.

*Les enjeux industriels sont directement liés à ceux des transports, de la recherche, de l'enseignement, des Services Publics.*

*Pourtant dans le pays, nos entreprises industrielles, notre réseau de transport (Trains, Métros, Transport fluvial), nos services publics sont remis en cause par des choix d'austérité ou de privatisation. Ces choix accentuent la précarité et aggravent le chômage.*

***Le 21 mars, à l'occasion d'une journée nationale interprofessionnelle partout en France, faisons nous entendre (arrêts de travail, grève, manifestation) !***

## **Tous ensemble, agissons !**

La CGT revendique un nouveau statut du travail salarié et la mise en place d'une sécurité sociale professionnelle, libérant les salariés(e)s du chômage et de la précarité. Elle revendique l'augmentation immédiate des salaires, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, la reconnaissance de la qualification et un plan national de formation, la réduction du temps de travail à 32 heures, le contrôle des aides publiques et des choix patronaux et politiques sur le développement industriel et des services publics.

## **Mardi 21 mars 2017**

### **Manifestation Régionale interprofessionnelle Départ à 14 heures Gare Montparnasse à Paris**

### **Et partout en région!**

*(un préavis de grève a été déposé pour cette journée d'action par la FERC CGT)*

ADJOINTS TECHNIQUES  
CHERCHEURS  
DOCTORANTS  
INGENIEURS  
PRECAIRES  
TECHNICIENS

**Rejoignez [le S.N.T.R.S.-C.G.T](#) :**

suivre le lien <http://websyndicats.vjf.cnrs.fr/sntrscgt/spip.php?rubrique32>